

Voici ce que disent [Louis GILLE](#), [Alphonse OOMS](#) et [Paul DELANDSHEERE](#) dans ***Cinquante mois d'occupation allemande*** (Volume 4 : 1918) du

DIMANCHE 10 NOVEMBRE 1918

J'ai vu aujourd'hui l'effondrement du régime impérial et la fin du militarisme prussien. Quelle journée ! et, en quelques heures, quelle série d'événements inimaginables il y a trois jours à peine !

Cette journée historique débute dans le calme plat d'une matinée dominicale d'arrière-saison. Sans doute, on est aux aguets, on attend avec une très vive curiosité le détail des conditions de l'armistice que les Allemands ont sollicité (**Note**) ; on sait qu'elles seront publiées dans quelques heures. Mais rien ne fait prévoir l'explosion révolutionnaire dont Bruxelles-même va être le théâtre.

Vers 9 heures et demie du matin, une troupe de soldats bavarois revenant en bon ordre du front apparaît, drapeau en tête, avenue Louise. Elle s'y arrête, la tête de la colonne se trouvant à peu près à hauteur de l'hôtel occupé par le prince Ruprecht de Bavière. Le long de cette troupe est aligné un énorme charroi arrive avec elle : camions, voitures, fourgons de tous genres et de toutes dimensions. A peine, cette double colonne est-elle arrêtée,

qu'on voit sortir de l'hôtel de Meeus un officier d'état-major du prince, lequel vient causer avec des officiers de la brigade ; au bout de quelques instants de conversation, ces officiers, au nombre d'une dizaine, suivent l'officier d'état-major et pénètrent dans l'hôtel ; quelques minutes plus tard, le même officier d'état-major revient dans l'avenue, rassemble les sous-officiers, au nombre de trente environ, de la brigade bavaroise et les introduit à leur tour chez le prince Ruprecht. Que se passe-t-il ? Les soldats, laissés à eux-mêmes, se montrent très intrigués.

L'entrevue chez l'altesse royale dure un quart d'heure ; puis, tous sortent et s'éparpillent le long de la brigade pour expliquer aux hommes que le prince Ruprecht leur fait demander s'ils ne voient pas d'inconvénients à ce qu'il rentre avec eux en Bavière !

Cette communication met toute la colonne en ébullition. Les soldats répondent :

« Cela nous est indifférent ! Qu'il vienne avec nous s'il a peur de rester ici ! »

Mais la communication a eu, tout de suite, un autre effet : celui de faire comprendre à ces soldats, à qui leurs chefs ont donné jusqu'ici Dieu sait quelles explications du mouvement de retraite de l'armée allemande, que la partie est perdue. Et aussitôt, tous se débarrassent de leurs fusils et de leurs sacs et les jettent, les uns avec colère, les autres avec satisfaction, dans les fourgons arrêtés

près d'eux. Et ils se remettent en marche, comme ça, sans se préoccuper davantage de ce que fera leur prince héritier (1).

Quelques heures plus tard le bruit se répand que Bruxelles est depuis midi aux mains d'un pouvoir révolutionnaire issu des formidables événements qui ont bouleversé l'Allemagne, entraînant dans la débâcle du régime militariste celle de la dynastie des Hohenzollern tout entières. Comment ce mouvement s'est-il si rapidement propagé jusqu'ici ? On l'ignore encore.

Le drapeau rouge a été arboré ce matin dans deux casernes ; les officiers n'ont pas osé le faire enlever et, cet acte d'indiscipline ayant été immédiatement signalé par téléphone aux bureaux du gouvernement général, rue de la Loi, la communication n'a eu d'autre effet que de déterminer la fuite en auto de plusieurs hautes personnalités allemandes vers des destinations inconnues. Le gouverneur général von Falkenhausen est introuvable. Sans doute a-t-il été le premier fuyard.

Un « *Conseil d'ouvriers et soldats* » (**Note**) s'est constitué et il a substitué sa volonté à celle de la « *Kommandantur* » dissoute.

Vers 1 heure, des cortèges de soldats se forment dans les principales rues du centre. Plusieurs milliers d'hommes y participent et leur exemple entraîne beaucoup d'hésitants. Précédés de bannières rouges aux hampes desquelles ils

ont accroché des bouquets blancs de chrysanthèmes, les soldats se dirigent par les boulevards vers la prison de Saint-Gilles, où ils délivrent les déserteurs et les détenus politiques. Ils chantent et rient. Ils sont accompagnés par une multitude de badauds stupéfaits de la tournure que prennent les événements. Pendant que ce cortège parcourt la ville, des automobiles dans lesquelles ont pris place des groupes de rebelles sillonnent les principales rues, promenant le drapeau rouge.

Vers 3 heures règne, du côté de la gare du Nord, une animation fiévreuse. Des chariots militaires revenant du front par étapes sont fleuris ou ornés de feuillage. Certains arborent de minuscules drapelets aux couleurs ... françaises et belges. Il n'en faut pas plus pour exciter l'enthousiasme du public. Précédée du drapeau belge et du drapeau français balancés au-dessus des têtes, la foule se forme en cortège et se dirige vers la Bourse en chantant la *Marseillaise* et la *Brabançonne*. Les soldats allemands laissent faire et s'amuse même de cette explosion de joie patriotique. Enhardis par leur succès, les manifestants poursuivent leur marche vers la Bourse, entraînant à leur suite un grand nombre de bourgeois en promenade qu'exaltent la vue des couleurs nationales librement déployées.

Quand les manifestants reparaissent boulevard Anspach, après avoir fait un crochet jusqu'à la Grand'-Place, des habitants

s'enhardissent à pavoiser leurs fenêtres. Un immense drapeau tricolore arboré au faîte de l'*Hôtel Continental* est salué par les acclamations de la foule. Le mouvement est donné et ne fera que croître. A la plupart des balcons, on voit apparaître des hommes, des femmes, des jeunes filles qui agitent joyeusement des drapeaux belges, anglais, américains et français. Des fenêtres, des milliers de curieux participent, par leurs vivats, aux transports de joie de la rue. Des soldats allemands s'associent à leur manière à ces démonstrations en agitant le drapeau rouge. Quelques-uns de ces soldats portent un drapeau tricolore belge à côté du drapeau rouge. Peut-être espèrent-ils que, sur le champ, les Belges oublieront cette horrible guerre et leur crieront : « *Kamarad !* » Mais on se méfie. Et je constate que loin d'applaudir ces soldats qui se promènent avec un drapeau belge, la foule les conspue.

Place Rogier une automobile allemande s'arrête au milieu de la cohue et un officier allemand, debout à l'avant, imagine d'haranguer ses compatriotes :

« *La révolution – dit-il – a éclaté en Allemagne ; le pouvoir est aux mains du Conseil des travailleurs et des soldats. La guerre est terminée. Il faut que les soldats allemands se montrent bons et aimables pour les Belges. Ils ne doivent plus prendre les armes. Si des officiers veulent les y contraindre, ils doivent déposer les armes. Vive la*

République ! »

Des soldats applaudissent, et l'automobile démarre pour aller porter ailleurs le mot d'ordre.

Dans le même moment des coups de canon retentissent, dominant l'immense rumeur de la révolution et, dans le ciel brumeux de novembre, on aperçoit des flocons blancs marquant des explosions des shrapnells ; un combat se livre entre un avion qui plane au-dessus de la capitale et les batteries de défense, démenti donné de haut – c'est le cas de le dire – à l'annonce de la paix définitive faite par l'orateur de la place Rogier et aussi par d'autres « *compagnons* » qui ont pris la parole sur d'autres points de la ville. Grand'Place, les manifestants ont fait demander à l'hôtel de ville d'arborer le drapeau belge, mais se sont heurtés à un refus.

Vers la fin de l'après-midi, le ***Belgischer Kurier*** contenant les conditions de l'armistice, sort de presse. On se jette sur les exemplaires. La plupart des soldats, en lisant les conditions écrasantes dictées par Foch, restent consternés. Un officier s'approche d'un groupe de Belges et, blanc d'émotion et de rage, leur déclare, en allemand, que le Conseil des ouvriers et soldats n'acceptera jamais l'occupation de Cologne, Coblenze et Mayence par les troupes alliées.

Cependant le Comité révolutionnaire prend d'assaut, avec le concours d'une bande de soldats résolus, les hôtels ministériels.

Les sentinelles qui gardent les bureaux du gouvernement général sont désarmées, la «*Kommandantur*» est envahie, le drapeau rouge est hissé au balcon. Quelques minutes plus tard, deux drapeaux rouges flottent à la façade du Palais de la Nation. Des soldats en grand nombre viennent se masser sur cette place. Les grilles du Parc sont ouvertes. On crie, on chante ; les accents de la *Marseillaise* retentissent au bout de la rue, tandis que, de loin, la grande voix du canon des Flandres domine encore tout ce tumulte.

Des soldats apparaissent maintenant au balcon du Palais de la Nation et de la même place où, le 4 août 1914, M. de Broqueville lança ses paroles enflammées ; ils annoncent, eux, que le pouvoir militaire allemand qui siégeait à Bruxelles est aboli, qu'un Comité de travailleurs et de soldats a pris sa place, que les soldats allemands déposent les armes et que le Comité affichera ce soir une proclamation sur les murs de Bruxelles.

Un autre orateur, en vêtements civils, ajoute en français :

« *La censure est supprimée. A partir de ce soir, les journaux belges peuvent paraître librement.* »

(Note)

Des soldats applaudissent, poussent des hurrahs, arrachent de leurs tuniques tous les signes distinctifs, cocardes et numéros de régiment. Plusieurs jettent sur le pavé leur ruban et leur croix de fer.

Un peu plus tard, des bandes parcourent les rues en chantant et en dansant. Des soldats arrêtent les officiers, leur arrachent les épaulières, leur enlèvent leurs épées. Les officiers ne résistent pas ; ils se rendent compte que ce serait vain. J'en ai vu un, à cheveux grisonnants, qui avait de grosses larmes aux yeux de devoir subir cette dégradation. Des automobiles militaires sont arrêtées par des soldats, qui en expulsent les officiers supérieurs et y prennent leur place,

On ne manifeste pas seulement dans la rue ; au *théâtre des Galeries*, où il y avait matinée, l'orchestre s'est mis, pendant l'entr'acte, à jouer la *Brabançonne*. Le public, qui ne se doutait pas de ce qui se passait au dehors, en est demeuré un moment étourdi ; puis il s'est abandonné pleinement au plaisir de chanter l'hymne national. La *Brabançonne* a été suivie d'un *Vers l'Avenir* et d'un *God save the King*.

Comme le soir tombe, le calme redescend avec lui sur l'ancienne « *zone neutre* ». La rue de Louvain, d'habitude barrée à 6 heures du soir, est libre ; pas de sentinelles dans les guérites ; libre aussi la rue de la Loi. Mais l'une et l'autre rue ne tarderont pas à être fermées comme d'usage, surveillées par des sentinelles ; il n'y aura que cette différence : les sentinelles seront aux ordres du « *Conseil des soldats* » au lieu d'être au service de la « *Kommandantur* » impériale. Dans le Parc, de nombreuses automobiles arborant le drapeau

rouge sont sous pression.

* * *

Cependant, d'intéressants conciliabules se poursuivent dont le public ne se doute pas.

Dans l'après-midi, des délégués du Conseil des ouvriers et des soldats se rendent à la *Maison du Peuple*. Ils y trouvent MM. Wauters, Pladet, Jacquemotte et Mertens, secrétaire de la Commission syndicale et les prient de vouloir assister une réunion du Conseil des ouvriers et des soldats qui se tiendra à 7 heures du soir, au Palais de la Nation.

- *Pourquoi faire ?* – demande M. Wauters.
- *Pour demander votre avis sur des mesures à prendre en faveur de la population belge* – répond le chef de la délégation allemande.

Après s'être concertés, M. Wauters et ses compagnons décident d'aller à cette réunion pour se rendre compte de la situation.

A leur arrivée au Palais de la Nation, vers 7 heures, ils sont reçus par Schaible, gouverneur civil de la Flandre (en civil), par Levy-Moncheur, chef de la « *Kartoffelzentrale* », et par un rédacteur du ***Vorwärtz***. Ils sont introduits dans le salon de lecture du Sénat, où se trouvent une cinquantaine de personnes, officiers en grande tenue, marins dépenaillés, un ensemble bizarre donnant une impression de désordre et de fièvre. Il y a là aussi des reporters de la ***Belgique*** et du ***Bruxellois*** (Note). Un homme préside avec

autorité ; c'est un petit juif noir, de Munich, nommé Freund. On apprend que c'est le président du Conseil des ouvriers et des soldats.

Comme les palabres entre Allemands se prolongent et ne paraissent pas devoir finir de sitôt, M. Wauters, qui est resté debout avec ses compagnons pour ne pas se mêler à ce groupe, s'avance et demande :

- *Pourquoi nous a-t-on priés de venir ici ?*
- *C'est – dit Freund – parce que nous avons fait la révolution. Nous désirons évacuer au plus tôt la Belgique. Voulez-vous nous aider à maintenir l'ordre ? Et ne pourrions-nous publier ensemble des manifestes à la population et tenir des assemblées publiques ?*
- *Nous n'avons aucune espèce de mandat – répond M. Wauters –. Si beaucoup de Belges applaudissent aux événements de Berlin et aux modifications politiques qui viennent de se produire en Allemagne, il n'en est pas moins vrai que la quasi totalité de nos compatriotes restent dominés par le sentiment d'indignation et de haine provoqué par un régime d'oppression et d'atrocités sans nom. Si vous vous proposez de lancer des manifestes par la voie des journaux censurés d'ici, ne perdez pas de vue que cette presse ne jouit d'aucune espèce de considération.*
- *Cependant, ne pourriez-vous nous donner votre concours et vos conseils pour ce qui*

concerne le ravitaillement de la population ?

- *Dans cet ordre d'idées ce que vous avez de mieux à faire, c'est de céder immédiatement aux autorités belges les Centrales allemandes (Note) et tous les produits qu'elles possèdent. Et, pour le maintien de l'ordre, adressez vous aux autorités communales. Faire des affiches ou tenir des meetings avec vous, c'est impossible. Personne ne comprendrait une pareille façon d'agir. Publiez une proclamation à la population si tel est votre désir. De notre côté, nous lui dirons aussi notre sentiment sur la situation; Mais nous repoussons toute tentative d'action commune.*

M. Freund n'insiste pas. L'entretien prend fin sur ces mots.

Le Comité des ouvriers et soldats a fait appeler aussi le bourgmestre. Mais M. Lemonnier a répondu aux délégués que, vu les troubles, sa présence est nécessaire à l'hôtel de ville ; qu'au surplus le gouvernement allemand a disparu et que l'autorité communale n'a pas à en reconnaître un nouveau, dont on ignore les origines et la composition. Les délégués ripostent que d'influents personnalités d'Allemagne sont arrivées ce matin pour composer en Belgique un nouveau gouvernement, que celui-ci a mis le Gouverneur général von Falkenhausen en état d'arrestation et a aboli la censure.

On apprend bientôt après que, dans une

réunion d'hommes politiques belges, le marquis de Villalobar vient de déclarer que le Gouvernement allemand destitué reconnaît le gouvernement nouveau.

La plus intéressante réunion a lieu entre 7 et 7 1/2 heures du soir, dans l'hôtel formant l'angle des rues Ducale et Lambermont, hôtel enclavé dans le jardin du Palais des Académies et qui est, depuis les premiers jours de l'occupation, la résidence du baron von der Lancken (**Note**), chef du département politique près le Gouverneur général. Je tiens les détails de cette séance d'une des personnalités qui y assistèrent. Voici son curieux récit ; je le répète mot pour mot :

MM. de Villalobar, ministre d'Espagne (**Note**), van Vollenhoven, ministre de Hollande (**Note**), Francqui, président du Comité National (**Note** : de Secours et d'Alimentation), convoqués d'urgence par le baron von der Lancken arrivent à 7 heures précises. On les fait entrer dans un salon où se trouvent déjà : le baron von der Lancken ; le comte von Moltke ; le comte Rantzau ; Schaible, gouverneur allemand de la Flandre ; Haniel, gouverneur allemand de la Wallonie ; Rieth, chef de la « *Vermittlung-Stelle* », et d'autres Allemands de marque, tous personnages qui, hier encore, jouaient en Belgique les premiers rôles. Tous se sont débarrassés de leurs uniformes, tous sauf Schaible, mais celui-ci n'a plus d'épaulettes. Ils sont vêtus comme des singes de foire, de

vêtements fripés cherchés à la hâte Dieu sait où. Leur principale préoccupation, évidemment, est de ne pas être reconnus dans la rue par des soldats qui, peut-être, leur donneraient de mauvais coups.

Un silence de mort plane sur ce groupe. Il semble que plus personne, parmi eux, n'ait le droit de parler. On attend quoi ?

Au bout de quelques instants, une porte s'ouvre et un individu, en bourgeois, s'avance, monocle dans l'oeil, la moitié du crâne enveloppée de bandages. Cet étrange bonhomme s'appelle Einstein ; il fut critique d'art à Paris et était, jusque hier, un petit employé subalterne dans l'administration allemande-wallonne de Namur, sous les ordres du gouverneur Haniel ; il parle le français comme un Parisien.

- *Je suis – dit-il en s'adressant à MM. de Villalobar, van Vollenhoven et Francqui –, membre du Conseil des ouvriers et des soldats, dont le président est un médecin militaire allemand de Gand. Mon sentiment était que nous devions aller chez vous, pour ne pas vous déranger, mais von der Lancken (Einstein le désigne du doigt sans l'appeler ni baron ni monsieur) m'a fait remarquer qu'ici vous trouveriez tout le monde et que les affaires se régleraient plus vite. C'est pourquoi je me suis permis de vous convoquer.*

Après ce préambule, Einstein se redresse et dit d'une voix forte, en promenant un regard

circulaire et courroucé sur les Moltke, Rantzau et autres qui se tiennent là, rangés en ligne :

- *Cet abominable régime impérial a pris fin. A l'oppression et à la tyrannie qu'il a si longtemps fait peser sur la Belgique, le Conseil des ouvriers et des soldats entend faire succéder dès aujourd'hui un régime d'humanité et de loyauté. Les soldats allemands ne demandent qu'à quitter au plus vite la Belgique. Qu'on les laisse partir et qu'on tâche, de part et d'autre, d'éviter les conflits ! J'ai été chargé par mes camarades du Conseil des ouvriers et des soldats de demander si l'une ou l'autre mesure ne s'impose pas dans l'intérêt du ravitaillement de la Belgique pendant la période d'évacuation.*

Le marquis de Villalobar répond :

- *Le ravitaillement de la Belgique est organisé par le Comité National ; il suffit que vous donniez des instructions afin que l'action du Comité National ne soit nulle part entravée, tout spécialement en ce que concerne la libre circulation de ses allèges.*

Einstein s'incline en signe d'acquiescement et, se retournant vers le comte von Moltke qui est là, vêtu d'étranges nippes, il lui dit :

Allez au téléphone, appelez le général de la Kanal-Direktion et dites-lui que je donne ordre qu'il soit fait conformément au voeu qui vient d'être exprimé ! – Il ajoute, en regardant à nouveau fixement ses

compatriotes – : *Le Comité des ouvriers et des soldats est, à présent, le maître et il entend que ses ordres soient exécutés sur-le-champ. L'oppression odieuse dont cette population a souffert doit cesser. Tous les civils belges, arrêtés et emprisonnés pendant l'occupation, ont, sur mes ordres, été mis en liberté.*

M. Francqui intervient à ce moment et dit :

- *La recommandation que Son Excellence le Ministre d'Espagne vient de faire est d'autant plus utile qu'au cours de ces journées troublées, les services du Comité National n'ont pas pu fonctionner avec la régularité nécessaire. Contrairement aux conventions, des wagons transportant des vivres du Comité National ont été réquisitionnés en province par l'autorité allemande et il en est résulté de grosses difficultés dans le ravitaillement des populations. J'apprends à l'instant, par mes services, que cela vient encore de se produire en gare de Namur.*

A ces mots, Einstein se dirige, menaçant, vers le gouverneur de la Wallonie, ce Haniel dont, hier encore, il n'était qu'un très subalterne employé, et il lui hurle en lui montrant le poing :

- *Monsieur, je suis très étonné de ce que le président du Comité National vient de dire. Pourquoi n'avez-vous pas exécuté mes ordres? Prenez note de ceux-ci que je vais vous donner !*

Et, tandis que la bande des barons et des

comtes écoute, sans souffler mot, l'ex-gouverneur Haniel tire avec humilité un carnet de sa poche et prend docilement note des indications qu'Einstein lui dicte.

* * *

Au dehors, le délire public continue dans l'obscurité des rues à peine éclairées, citoyens belges et boches en révolte, patriotisme et sauvagerie mêlés.

Pour finir la soirée, on met le feu aux baraques installées le long de la façade de la Poste pour la vente des journaux boches et embochés. La foule danse autour de ce feu de joie en criant : « *A bas les Allemands !* »

A la gare du Nord, des soldats, repris sans doute de la manie de rétablir l'ordre à l'allemande, ont mis des mitrailleuses en batteries et s'en servent pour disperser le public. Deux personnes, dont un receveur de tramway, qui se trouve sur sa voiture, sont frappées mortellement. La foule fuit dans toutes les directions.

(1) On a su deux jours plus tard qu'il hésita à rentrer en Bavière et qu'il se réfugia chez le marquis de Villalobar quelques heures après le départ des troupes bavaroises. Il pria le ministre d'Espagne de solliciter pour lui du « *Conseil des ouvriers et soldats* », qui venait de prendre à Bruxelles la succession du Gouvernement général allemand, un passe-port pour la Hollande. C'est là

qu'il chercha asile incognito.

Notes de Bernard GOORDEN.

Pour « *le détail des conditions de l'armistice que les Allemands ont sollicité* », voyez

???

Pour comprendre le contexte de « *la censure est supprimée. A partir de ce soir, les journaux belges peuvent reparaître librement* » ainsi que le rôle de la **Belgique** et du **Bruxellois**, lisez l'article de synthèse de Roberto J. **Payró** (journaliste d'un pays neutre, l'Argentine), « *Les Allemands en Belgique. La presse durant l'Occupation* » :

<http://www.idesetautres.be/upload/PAYRO%20PRENSA%20DURANTE%20OCUPACION%20FR%2019190613.pdf>

Pour *les Centrales allemandes* (« *Zentrale* »), lisez « *Commerce et corruption* », chapitre 15 de 1916 de la traduction française du chapitre 22 (volume 2 : « *Commerce and corruption* ») des mémoires de Brand **Whitlock**, intitulées **Belgium under the German Occupation : A Personal Narrative** (1919), qui ont fait l'objet d'une traduction française sous le titre de **La Belgique sous l'occupation allemande : mémoires du ministre d'Amérique à Bruxelles** (1922) :

<http://idesetautres.be/upload/BRAND%20WHITLOCK%20BELGIQUE%20OCCUPATION%20ALLEM>

[ANDE%201916%20CHAPITRE%2015.pdf](#)

Baron **von der LANCKEN** ; *Mémoires. Mes trente années de service* (traduit de l'allemand par Maurice Tenine) ; Paris, Librairie Gallimard ; 1932, 253 pages (*Meine dreissig Dienstjahre* ; 1931) :

<http://www.idesetautres.be/upload/OSCAR%20VON%20DER%20LANCKEN%20LIENS%20INTERNET%20CHAPITRES%20MEMOIRES%20BELGIQUE%201914-1918.pdf>

Lisez « **Les ministres protecteurs** » (le marquis de Villalobar pour l'Espagne, Brand Whitlock pour les Etats-Unis et Maurice van Vollenhoven pour les Pays-Bas) par Georges **RENCY**, qui constitue le chapitre **XII** de la première partie du volume **1** de *La Belgique et la Guerre (La vie matérielle de la Belgique durant la Guerre Mondiale* ; Bruxelles ; Henri Bertels, éditeur ; 1924 = 2^{ème} édition ; pages 135-138) :

<http://www.idesetautres.be/upload/RENCY%20MINISTRES%20PROTECTEURS%20BELGIQUE%20ET%20GUERRE%20T1%20pp135-138.pdf>

Maurice [M.W.R.] **van Vollenhoven**, *Les vraies ambassades : Considérations sur la vie, souvenirs d'un diplomate* ; Bruxelles, Elsevier ; 1954 (deuxième édition), 308 p. (traduction de l'original de *Memoires, beschouwingen, belevenissen, reizen en anecdoten*, 1948, en partie raccourcie, en partie développé.)

<http://www.idesetautres.be/upload/Maurice%20van>

[%20VOLLENHOVEN%20EN%20BELGIQUE%20PENDANT%20LA%20PREMIERE%20GUERRE%20MONDIALE%20VRAIES%20AMBASSADES%201954.pdf](#)

Nous en avons extrait « *En Belgique pendant la première guerre mondiale* » pages 151-218, se subdivisant en : L'Occupation, pages 151-152 ; situation juridique des représentants des pays neutres en Belgique occupée, pages 152-160 ; le droit d'asile, page 161 ; les sujets neutres, pages 161-162 ; les gouverneurs généraux, pages 162-163 ; débuts de l'occupation, pages 163-164 ; protection des Français, page 165 ; protection des Belges, pages 165-167 ; questions de nationalité, pages 167-169 ; incidents de frontière, page 169 ; questions d'extradition, pages 169-170 ; voyage dangereux, pages 170-172 ; la Belgique en flammes, mes compatriotes en danger, pages 172-173 ; Louvain, pages 173-176 ; Dinant, pages 176-178 ; incendies et crimes, page 178 ; faits divers, pages 178-179 ; moments pénibles, pages 179-180 ; le Comité National de Secours et d'Alimentation, pages 180-185 ; les ministres-protecteurs, pages 186-187 ; évacuations dans le Nord de la France, pages 187-190 ; relations entre diplomates, pages 190-191 ; le grand Cardinal (Mercier), pages 191-192 ; Miss Edith Cavell, pages 192-194 ; les déportations, pages 194-195 ; la magistrature et l'occupation, pages 195-197 ; comment la destruction des charbonnages belges

fut évitée en 1918, pages 197-199 ; intermédiaire entre le Conseil des Soldats et Ouvriers allemands et les autorités belges, pages 199-207 ; ma mère et la guerre, page 207 ; défense des intérêts étrangers (grecs, turcs, anglais, allemands), pages 207-208 ; anecdotes, pages 211-213. La guerre 1914-1918, pages 213-214 ; le comte Berchtold, pages 213-214 ; l'empereur aux Pays-Bas en 1918, pages 214-218. Luxembourg, pages 218-219.